

## Milieus économiques

# «Aller au travail, c'est irriguer tout un système parallèle»

● Les chefs d'entreprise sont opposés au télétravail obligatoire. Ils campent sur leurs positions, estimant que les précautions mises en place dans les sociétés (port du masque, désinfection des mains, distanciation sociale) sont suffisantes pour protéger leurs employés. «Nous appliquerons les mesures décidées par le Conseil fédéral, et notamment l'obligation de travailler à domicile chaque fois que cela est possible, comme nous l'avons toujours fait», a réagi vendredi, Véronique Kämpfen, directrice du département de communication de la Fédération des entreprises romandes (FER) Genève.

Une position que partage la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). «Rendre le télétravail obligatoire est une mesure trop rigide. Les acteurs économiques sont bons élèves et il n'y a pas eu de clusters dans les entreprises», estime le directeur général de la CCIG, Vincent Subilia. Il motive son point de vue par «l'intelligence collective qui se développe près de la machine à café et la fatigue digitale des employés». Et

puis, remarquent le patron de la CCIG et Véronique Kämpfen, «aller au travail, c'est irriguer tout un système économique parallèle; prendre son café et son plat du jour dans des établissements du quartier. Le télétravail entraîne des répercussions dommageables en cascade sur d'autres activités privées.» La cadre de la FER Genève s'inquiète aussi de l'instauration de la 2G, qui va encore péjorer certaines entreprises.

La CCIG est d'un autre avis. Soucieuse de l'impact de nouvelles restrictions sur l'économie genevoise, la Chambre avait appelé à des mesures différenciées entre les personnes vaccinées et celles qui ne le sont pas. «Il n'est pas acceptable que 25% de la population prenne en otage les 75% restants, plaide Vincent Subilia. La liberté rime avec responsabilité et solidarité.»

Tant pour la FER Genève que pour la CCIG, la vaccination (et son rappel) doit rester un objectif prioritaire dans la lutte contre la pandémie. Véronique Kämpfen se félicite que les autorités aient décidé de prolonger les mesures d'aide en 2022. **LBE**

# Mesures contre le Covid-19 – «Aller au travail, c’est irriguer tout un système parallèle»

*Laurence Bezaguet*

3-4 minutes

---

**Les chefs d’entreprise restent défavorables à l’obligation du télétravail dictée par les autorités. Mais ils joueront le jeu.**



Publié: 17.12.2021, 19h20



«Rendre le télétravail obligatoire est une mesure trop rigide», a déclaré le directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève.

REUTERS

Les chefs d'entreprise sont fermement opposés au télétravail obligatoire. Et ils continuent à camper sur leurs positions, estimant que les précautions mises en place dans les sociétés (port du masque, désinfection des mains, distanciation sociale) sont suffisantes pour protéger leurs employés. «Mais nous appliquerons les nouvelles mesures décidées par le Conseil fédéral, et notamment l'obligation de travailler à domicile chaque fois que cela est possible, comme nous l'avons toujours fait», a réagi à chaud, ce vendredi, Véronique Kämpfen, directrice du Département de communication de la Fédération des entreprises romandes/FER Genève.

Une position que partage la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). «Rendre le télétravail obligatoire est une mesure trop rigide. Les acteurs économiques sont bons élèves et il n'y a pas eu de clusters dans les entreprises», estime le directeur général de la CCIG, Vincent Subilia. Il motive encore son point de vue par «l'intelligence collective qui se développe près de la machine à café et la fatigue digitale des employés».

Et puis, remarquent le patron de la CCIG et Véronique Kämpfen, «aller au travail, c'est irriguer tout un système économique parallèle; prendre notamment son café et son plat du jour dans des établissements du quartier. Le

télétravail entraîne des répercussions dommageables en cascade sur d'autres activités privées.» La cadre de la FER Genève s'inquiète ainsi également de l'instauration de la 2G (accès limité aux personnes vaccinées ou guéries), qui va encore péjorer certaines entreprises.

### **Sentiment de «prise d'otage»**

La CCIG est d'un autre avis. Soucieuse de l'impact de nouvelles restrictions sur l'économie genevoise, la Chambre avait d'ailleurs récemment appelé à des mesures différenciées entre les personnes vaccinées et celles qui ne le sont pas. «Il n'est pas acceptable que 25% de la population prenne en otage les 75% restants, plaide Vincent Subilia. La liberté rime avec responsabilité et solidarité.»

Tant pour la FER Genève que pour la CCIG, la vaccination (et son rappel) doit rester un objectif prioritaire dans la lutte contre la pandémie. «Et il est absolument nécessaire de vacciner le reste du monde, ajoute le directeur de la Chambre. C'est un devoir moral des pays riches.»

Véronique Kämpfen se félicite enfin que les autorités aient décidé de prolonger les mesures d'aide en 2022.

**Laurence Bézaguet** travaille à la Tribune de Genève depuis 1995. A démarré sa carrière au Courrier avant de collaborer six ans au feu quotidien La Suisse. A aussi été journaliste indépendante durant dix-huit mois au Canada et rédigé un livre sur la Traversée de la rade, paru en 1996, avec l'ancien conseiller d'Etat David Hiler.